Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

Organe du Courant Communiste International en Belgique

N° 348
4e TRIMESTRE 2010
1,30 EUR

Belgique - België
P.B.
2600 Berchem 1-2
BC 9925

Bureau de dépôt B-2600 Berchem 1-2
N° d'agréation P408982
Périodique paraissant 4x par an
ISSN 0771.4750

NATIONALISME FLAMAND OU SENTIMENTS ANTI-FLAMANDS DES FRANCOPHONES:

Le nationalisme est une arme pour briser la lutte unitaire contre l'austérité

Alors qu'une résistance croissante contre le tsunami de mesures d'austérité se développe en France et dans d'autres pays d'Europe (l'Espagne, la Grande-Bretagne, la Grèce, ...) et que les luttes deviennent de plus en plus massives, les réactions des ouvriers en Belgique restent relativement limitées. Certes, de timides manifestations de combativité surgissent par ci et par là (Duferco à La Louvière et Charleroi, personnel de la SNCB, chauffeurs de bus en Wallonie (TEC) et en Flandre (De Lijn), transporteurs de fonds de la compagnie Brinks), mais le développement des luttes en Belgique est lourdement entravé par l'ampleur d'un constant battage nationaliste.

Alors que l'impasse politique perdure depuis 150 jours, les médias bourgeois rabâchent les revendications et les griefs des néerlandophones et des francophones. D'un côté, le discours nationaliste flamand instille avec plus ou moins de nuances les idées suivantes: *«les francophones, qui nous ont toujours exploités et méprisés, sont un fardeau pour la Flandre. Au lieu de travailler et de payer des impôts pour couvrir la dette des régions francophones et payer leurs chômeurs, une Flandre indépendante pourra utiliser ces moyens pour garantir sa propre prospérité».* Une variante plus policée en quelque sorte du «eigen volk eerst» («notre propre peuple d'abord») du parti d'extrême-droite Flamand Vlaams Belang. D'autre part, une campagne parallèle prend de l'ampleur du côté francophone, visant à attiser une animosité anti-flamande parmi les francophones: *«ces Flamands ingrats et peu dignes de confiance, ont profité dans le passé de la solidarité wallonne pour développer leur région et maintenant, ils nous laissent tomber. Qu'ils s'en aillent : préparons un plan B pour une Belgique francophone sans ces traîtres de Flamands».*

Que peuvent attendre les travailleurs belges, flamands et wallons, de telles perspectives nationalistes, de revendications d'autonomie nationale basée sur une spécificité linguistique? S'agit-il - comme l'affirment certains intellectuels «de gauche» - de revendications démocratiques qui concernent aussi la classe ouvrière?

A partir du milieu du 19e siècle, les revendications nationales occupent le devant de la scène (elles sont au cœur de la révolution de 1848 à travers l'Europe). Elles font alors partie intégrante des «revendications démocratiques» dans la mesure, notamment, où il existe une convergence entre les anciens empires (l'empire russe et l'empire autrichien) et la domination de l'aristocratie. L'appui du mouvement ouvrier à certaines de ces revendications nationales affaiblissait dès lors ces empires et donc la réaction féodale tout en ouvrant la voie à la constitution d'États-nations viables, au développement de l'économie capitaliste et à la constitution d'un prolétariat moderne. Même alors, le soutien à ces revendications nationales n'était cependant jamais automatique. Ainsi, si le mouvement ouvrier s'est fortement mobilisé pour soutenir l'indépendance de la Pologne, ce soutien ne s'est jamais appliqué à toutes les revendications nationales. Ainsi, Marx et Engels condamnent les revendications nationales des petits peuple slaves (Serbes, Croates, Slovènes, Tchèques, Moraves, Slovaques...) car elles ne peuvent conduire à la constitution d'un État national viable et qu'elles sont un obstacle aux progrès du capitalisme moderne en faisant le jeu de l'Empire russe et en entravant le développement de la bourgeoisie allemande. De même, ils ont soutenu la politique du président américain Lincoln contre la tentative de sécession des États du Sud (dans ce cas, Marx et Engels se sont donc opposés, et avec la plus grande vigueur, à une revendication d'indépendance nationale!). Quant à la Belgique, ils la considéraient comme un Etat artificiel voulu par l'Angleterre pour contrer l'essor industriel de la France (autant donc ne pas évoquer l'apport de la «nation flamande» au développement du capitalisme...).

L'attitude de soutien du mouvement ouvrier aux revendications démocratiques à cette époque-là se fondait donc essentiellement sur une situation historique où le capitalisme était encore progressif. Dans cette situation, certains secteurs de la bourgeoisie pouvaient encore agir de façon «révolutionnaire» ou «progressiste». Mais la situation change radicalement au début du 20e siècle et particulièrement avec la Première Guerre mondiale. Désormais, **tous** les secteurs de la bourgeoisie sont devenus réactionnaires puisque le capitalisme a achevé sa tâche historique fondamentale en soumettant l'ensemble de la planète à ses lois économiques et en développant à une échelle sans précédent les forces productives de la société (à commencer par la principale d'entre elles, la classe ouvrière). Ce système n'est plus une condition du progrès de l'humanité mais au contraire un obstacle à celui-ci. Nous sommes entrés, comme l'a dit l'Internationale communiste en 1919, dans "l'Ère des guerres et des révolutions". Dès ce moment, les revendications nationales, fondées sur la langue, la religion, la race ou toute autre spécificité, n'ont absolument plus rien de progressif et n'ont pas à être soutenues par la classe ouvrière. Au contraire, ils deviennent un moment dans la lutte impérialiste entre puissances, comme l'illustrent tragiquement les deux guerres mondiales et les nombreux conflits locaux sanglants (du Moyen-Orient jusqu'aux Balkans par exemple) et constituent une entrave au développement international des luttes de la classe ouvrière contre ses exploiteurs. Dans ce sens, le nationalisme flamand a été exploité dès la première guerre mondiale par l'impérialisme allemand et, après la seconde guerre mondiale, il a été systématiquement utilisé pour diviser la classe ouvrière (pendant la grève générale de 1960-61, par exemple).

Mais ces revendications sous-nationalistes n'affaiblissent-elles pas la bourgeoisie? Elles peuvent certes jouer un rôle dans la modification du rapport de force entre factions de la bourgeoisie, mais elles n'affaiblissent nullement la bourgeoisie en tant que totalité, bien au contraire. Celle-ci n'a aucun état d'âme à adapter une structure étatique, si cela permet de renforcer la crédibilité de son Etat et d'imposer plus efficacement son exploitation. L'exemple de l'évolution de la situation politique récente en Belgique est particulièrement instructif sur ce point.

Selon l'image répandue par les médias, les forces politiques belges vont d'échec en échec: informateurs, pré-formateurs, médiateurs, clarificateurs, réconciliateurs se sont succédé depuis 5 mois sans le moindre résultat. En examinant de plus près le jeu politique sophistiqué, on constate néanmoins l'élaboration par touches successives d'une réorganisation de l'Etat qui permettrait à l'ensemble des fractions de la bourgeoisie de s'y retrouver. Ainsi, le «pré-formateur», le socialiste francophone

(suite à la p. 2)

FRANCE: LUTTER DERRIÈRE LES SYNDICATS, C'EST ALLER À LA DÉFAITE

Seuls les Assemblés générales et comités de grève élus offrent une perspective à l'extension

Cela fait huit mois à présent que dure le mouvement de lutte contre la réforme des retraites en France. C'est par millions que les ouvriers et employés de tous les secteurs sont descendus régulièrement dans la rue. Parallèlement, depuis la rentrée de septembre, des mouvements de grève plus ou moins radicaux sont apparus ici et là, exprimant un mécontentement profond et grandissant. Cette mobilisation constitue le premier combat d'envergure en France depuis la crise qui a secoué le système financier mondial en 2007-2008. Elle n'est pas seulement une réponse à la réforme des retraites elle-même mais, par son ampleur et sa profondeur, elle est une réponse claire à la violence des attaques subies ces dernières années. Derrière cette réforme et les autres attaques simultanées ou en préparation, nous avons un enfoncement aggravé de tous les prolétaires et des autres couches de la population dans la pauvreté, la précarité et la misère la plus sombre. Et ces attaques ne sont pas près de s'arrêter avec l'approfondissement inexorable de la crise économique. Il est clair que cette lutte en annonce d'autres et qu'elle s'inscrit en droite ligne de celles qui se sont développées en Grèce et en Espagne face aux mesures drastiques d'austérité.

Cependant, malgré la massivité impressionnante de la riposte, le gouvernement n'a pas cédé. Au contraire, il est resté inébran-lable, affirmant sans relâche et malgré la pression de la rue sa ferme volonté de faire passer cette attaque, se permettant de surcroît de répéter avec cynisme qu'elle était "nécessaire", au nom de la "solidarité" entre les générations. Ce que tout le monde sait être un mensonge grossier, quasiment de l'ordre de la provocation.

A l'heure où cet article est écrit, la mobilisation reflue et il est certain que la réforme sera acquise pour la bourgeoisie. Pourquoi cela? Pourquoi cette mesure qui frappe au cœur toutes nos conditions de vie et de travail, et alors que l'ensemble de la population a exprimé amplement et puissamment son indignation et son opposition, passe-t-elle malgré tout ?

Pourquoi cette mobilisation massive n'a-t-elle pas réussi à faire reculer le gouvernement?

Parce que le gouvernement avait la certitude du contrôle de la situation par les syndicats, lesquels ont toujours accepté le principe d'une "réforme nécessaire" des retraites! (1)

On peut faire la comparaison avec le mouvement de 2006 contre le CPE. Ce mouvement, que les médias ont traité au début avec le plus grand mépris comme une "révolte étudiante" sans lendemain, a fini par faire reculer le gouvernement qui n'a eu d'autre recours que de retirer le CPE.

(suite à la p. 4)

Dans ce numéro

suite de la p. 1

LE NATIONALISME EST UNE ARME POUR BRISER LA LUTTE UNITAIRE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Di Rupo, a fait approuver les principes au sein desquels la réforme de l'Etat devrait s'inscrire. Un groupe d'experts sous la direction des médiateurs a ensuite formulé des propositions en ce qui concerne la répartition des moyens financiers entre Etat fédéral et régions, indiquant dans quel sens les partis francophones étaient prêts à faire des concessions. Le conciliateur De Wever, chef du parti nationaliste flamand, a de son côté proposé un projet d'accord révélant les concessions que les nationalistes flamands envisageaient. Enfin, pour le moment, les différents partis ont accepté l'arbitrage de la Banque Nationale et du Bureau du Plan pour chiffrer et évaluer l'impact des différents modèles de réorganisation de l'Etat mis sur la table. Ainsi, par thèses à antithèses successives, la bourgeoisie, derrière un nuage de fumée mystificateur de disputes et de querelles, recherche bien la meilleure synthèse possible pouvant répondre aux intérêts de l'ensemble de ses fractions.

Et là où toutes les fractions bourgeoises se retrouvent, c'est bien dans la volonté de faire payer la crise aux travailleurs. Dans ce sens, le maître mot de la réforme de l'Etat sera la «responsabilisation» des divers niveaux de pouvoir. L'Etat fédéral, mais aussi les diverses régions et communautés seront plus que jamais responsables pour leurs entrées et leurs dépenses, et donc aussi pour l'équilibre de leurs budgets. Plus encore que dans les régionalisations du passé, cela pourrait impliquer des impôts et des salaires différents d'une région à une autre, des variations dans les systèmes et les allocations de chômage, des statuts différents pour les fonctionnaires, etc. Les restrictions budgétaires et les attaques contre les salaires et les conditions de vie seront ainsi camouflées sous des mesures de régionalisation des budgets et de responsabilisation des régions. D'une certaine manière, l'Etat belge opère comme une multinationale qui filialise un certain nombre de ses activités au sein du groupe industriel, ce qui permet d'imposer des conditions de travail et de salaire différentes et d'opposer les travailleurs entre eux comme des concurrents.

La classe ouvrière n'a donc absolument rien à gagner dans la mise en avant de revendications nationalistes, dans la création de nouvelles entités nationales. Dans le temps, la Belgique était dominée par la bourgeoisie francophone et les ouvriers flamands avaient souvent affaire à un patron qui parlait français. Cela pouvait nourrir l'illusion qu'en refusant de parler français, ils résistaient à leur patron et à la bourgeoisie. Aujourd'hui les ouvriers flamands parlent flamand avec les cadres supérieurs et les PDG et cela n'a absolument rien changé à leurs conditions d'exploitation. Aujourd'hui, ils peuvent s'adresser à un gouvernement flamand, qui, comme l'exemple d'Opel Anvers l'a bien démontré, les défend aussi peu que le gouvernement belge. Aujourd'hui, ouvriers flamands comme francophones doivent défendre leurs conditions de vie face à des patrons francophones, flamands mais aussi américains, allemands, chinois, ... , et les campagnes nationalistes constituent une entrave majeure au développement d'une riposte large et unie:

- dans la mesure où elles appellent à l'union des travailleurs et des patrons de même nationalité, parlant la même langue, etc. contre les travailleurs d'autres nationalités, parlant d'autres langues, vus comme des concurrents, voire des ennemis;
- dans la mesure où elles multipient les divisions entre travailleurs et stimulent même les ouvriers à s'opposer les uns aux autres.

Le «divorce belge» est actuellement en plein sous la lumière des projecteurs des médias, mais l'exploitation du sous-nationalisme et du régionalisme n'est nullement un phénomène purement belge, loin s'en faut. De telles tendances centrifuges parcourent de nombreux pays et la crise et le pourrissement du système exacerbent encore plus ces tendances: on les retrouve de la Turquie au Canada, de la Bolivie à la Chine, et l'Europe de l'Ouest ne fait sûrement pas exception: développement des nationalismes catalan, basque, galicien, en Espagne, tendances autonomistes du Nord de l'Italie, velléités autonomistes en Ecosse, en Suisse ... L'expression de revendications nationalistes particulières – avec l'exacerbation générale du nationalisme et d'attitudes xénophobes dans tous les Etats - n'est qu'une des expressions de la montée du chacun pour soi qui découle de la décomposition sociale d'un système capitaliste totalement dans l'impasse.

Aujourd'hui, la faillite du capitalisme peut être constatée chaque jour et les diverses expressions de lutte seront de plus en plus amenées à se poser des questions fondamentales concernant la perspective que le capitalisme peut encore nous offrir. La bourgeoisie s'en rend parfaitement compte et sait que la politique d'austérité peut déclencher une réaction radicale de la part de la classe ouvrière. Ceci explique l'intensité des campagnes en vue de mystifier les ouvriers et les monter les uns contre les autres.

Les travailleurs ne peuvent donc sous-estimer le poison instillé par l'extension de ces revendications (sous-)nationalistes, dans le sens où, non seulement, elles véhiculent des attaque très importantes contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, mais, de plus limitent la capacité de cette dernière à s'unir contre les mesures et à développer une alternative. La classe ouvrière est en effet la seule classe dans la société dans cette période de décomposition à pouvoir développer une dynamique qui va à l'encontre de l'effritement des Etats et de la dispersion des rapports de production capitalistes, une dynamique qui vise à réaliser une unité internationale à travers une «forme de gouvernement» qui correspond et répond au développement planétaire des forces productives.■

Jos / 17.11.10

CRISE ÉCONOMIQUE

Le capitalisme entraîne l'humanité dans la misère

Tous les gouvernements, d'extrême droite, de droite, de gauche ou d'extrême gauche, mènent partout les mêmes attaques ignobles contre les conditions de vie et de travail, les mêmes vagues de licenciements, les mêmes coupes budgétaires… Résultat, dans tous les pays, les populations sont en train de plonger dans la misère.

Selon le dernier "document de référence" daté du 13 septembre du Fonds monétaire international et de l'Organisation internationale du travail, la crise financière mondiale a provoqué une flambée du chômage à travers le monde. Le nombre officiel de chômeurs est passé de 30 millions en 2007 à plus de 210 millions aujourd'hui. En Espagne, l'augmentation avoisine les 10 %. En Irlande, l'ex-"Tigre celtique", la hausse sur un an est de 7 %. Aux Etats-Unis, la pauvreté là-aussi vient d'atteindre un nouveau record historique. Le dernier rapport annuel du Bureau américain du recensement a annoncé mi-septembre que 43,6 millions de personnes se situent désormais sous le seuil de pauvreté. Concrètement, un Américain sur sept vit avec moins de 902 dollars par mois. Pour les seules années 2008 et 2009, 6,3 millions d'Américains ont rejoint les rangs des "nouveaux pauvres"! Evidemment, face à cette "épidémie économique", la bourgeoisie de la première puissance mondiale ne reste pas les bras ballants, sans réagir. A Las Vegas, par exemple, un mur a été construit… pour cacher aux yeux des touristes le quartier le plus défavorisé! Ceux qui vivent, où plutôt survivent, dans ce nouveau bidonville doivent maintenant faire plusieurs kilomètres de détour pour aller travailler, étudier ou se soigner. Les urgentistes, les ambulanciers et les pompiers perdent eux aussi des minutes précieuses qui parfois condamnent les victimes d'arrêts cardiaques ou d'accidents… Mais peu importe pour la classe dominante, si elle est impuissante à endiguer la vague de paupérisation, il lui reste son cynisme: "Cachez ce dénuement que je ne saurais voir."

Comme un symbole de la dimension planétaire de la crise, à quelques kilomètres des côtes américaines, sur l'île de Cuba, le régime castriste vient d'annoncer la suppression d'un demi-million d'emplois publics en seulement six mois! Les fonctionnaires en Russie vont d'ailleurs subir peu ou prou le même régime: 100.000 suppressions en trois ans.

Tous ces chiffres ne sont pas des abstractions, ils s'incarnent de façon dramatique dans la vie quotidienne de millions de familles ouvrières. Entre mille exemples, d'après le nouveau baromètre Cercle Santé-Europ Assistance, *"un quart des Polonais, des Français et des Américains renoncent à se faire soigner à cause de la crise économique"* (*la Tribune* du 21 septembre). La France est réputée pour avoir l'un des systèmes de soin les plus performants et égalitaires au monde. Et pourtant, sur "la terre des Droits de l'Homme", la part des personnes "préférant différer leurs soins" a bondi de 11 % à 23 % en un an seulement! (*Idem*)

Et demain? Ce sera pire…

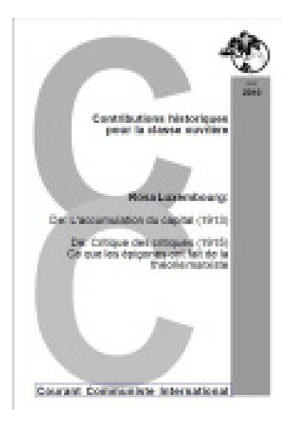
La crise économique n'est pas un "mauvais moment à passer". Tous ces dirigeants, ces politiques, ces docteurs es-sciences qui viennent sur les plateaux télé expliquer comment les sacrifices d'aujourd'hui vont nous permettre de "sortir du tunnel" demain sont de fieffés menteurs.

Depuis 1967, les récessions se succèdent les unes aux autres, entraînant toujours plus bas l'humanité. Et le rythme s'accélère. Aujourd'hui, deux ans seulement après le séisme financier de 2008, des nuages noirs et menaçants s'accumulent déjà à nouveau sur l'économie mondiale. Toutes les banques sont surendettées. Près de 120 établissements ont fait faillite aux Etats-Unis depuis le début de l'année 2010. En Irlande, la banque nationalisée Anglo Irish Bank vient d'annoncer une perte semestrielle de 8,2 milliards d'euros, ce qui est un record historique national. Les collectivités publiques locales sont dans la même situation. Harrisburg, la capitale de la Pennsylvanie, est au bord de la banqueroute. Cette ville de 47.000 habitants croule sous le poids de ses dettes; elle n'a même pas pu rembourser ses créanciers en septembre. Les autorités locales ont donc annoncé un "plan de la dernière chance": baisse drastique du salaire des fonctionnaires, hausse de toutes les taxes et ventes de biens communaux comme les parkings ou les bibliothèques. Et il ne s'agit pas là d'un cas isolé. La très grande majorité des capitales américaines ont des déficits comparables. Les Etats de l'Union eux-mêmes sont menacés par la banqueroute; cela fait plusieurs mois déjà que la Californie paye ses fonctionnaires (ceux qu'elle n'a pas encore licenciés) non plus en dollars mais en IOU (1), sorte de nouvelle monnaie locale. Et les Etats nationaux suivent le même chemin. Selon l'avis même des experts économiques les plus sérieux (Roubini, Stiglitz, Jorion…), le sauvetage *in extremis* de la Grèce va faire long feu. L'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Italie pourraient bien être à leur tour dans l'œil du cyclone très prochainement. Et les "fondamentaux économiques" (l'emploi et le chômage, l'endettement bancaire et étatique, l'immobilier…) aux Etats-Unis sont en train de se dégrader très rapidement.

Il est impossible d'annoncer avec certitude quel secteur de l'économie mondiale sera frappé le premier et à quel moment. Mais une chose est certaine, la crise va inexorablement s'aggraver et les tempêtes vont être de plus en plus violentes. Les exploités n'ont aucune illusion à se faire: le capital va se dresser de manière de plus en plus brutale face à eux■

Pawel/25.09.10

(1) *I Owe Unto – Je dois sur une période indéterminée* – contracté en langage courant en *I Owe You – Je vous dois.*



LISEZ AUSSI LE FASCICULE FAIT À L'OCCASION DE LA JOURNÉE DE RENCONTRE ET DE DISCUSSION AOÛT 2010:

Qu'est ce que la révolution prolétarienne?

Nous publions ci-dessous l'exposé introductif qui a lancé les discussions de nos réunions publiques du mois de septembre en France.

Ce qui est frappant dans la situation actuelle, c'est le décalage énorme entre, d'une part, l'exaspération que provoque dans les rangs ouvriers un déluge d'attaques et, d'autre part, l'intérêt encore très minoritaire qui s'exprime pour les questions de la révolution. Les exploités voient de plus en plus clairement que le capitalisme est un système moribond qui mène toute l'humanité à sa perte, mais ils ne croient pas en la révolution. En 1968, la révolution semblait possible mais non nécessaire, c'est l'exact opposé aujourd'hui.

Quel "autre monde" est possible?

Ce sera une société sans pénurie, sans misère, sans frontière, sans guerre, où les besoins humains seront satisfaits. Ce sera la libre association des producteurs, c'est-à-dire de ceux qui, par leur travail associé, produisent les richesses. Ce sera le communisme où l'épanouissement de chacun est la condition de l'épanouissement de tous. Le travail cessera de constituer une souffrance et une source d'ennui intarissable, pour devenir un facteur d'épanouissement des êtres humains. Fini le sacrifice d'une vie prisonnière de la spécialisation à outrance dans une même activité, puisque comme le disait Marx: "*Dans la société communiste, personne n'est enfermé dans un cercle exclusif d'activités et chacun peut se former dans n'importe quelle branche de son choix ; c'est la société qui règle la production générale et qui me permet ainsi de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de m'occuper d'élevage le soir et de m'adonner à la critique après le repas, selon que j'en ai envie, sans jamais devenir chasseur, pêcheur, berger ou critique" (L'Idéologie allemande; partie sur Feuerbach; chapitre division du travail et aliénation).* Evidemment, c'est l'idée de fond qu'il faut retenir de cette citation, et non pas le fait qu'il y aura des chasseurs dans la société communiste. S'il y a en a, ils seront dans les musées.

Quelle est la base matérielle de cette nouvelle société?

L'abondance, alors que le règne de la pénurie avait jusqu'alors constitué le fondement des sociétés de classe et d'exploitation.

Comment une telle abondance sera-t-elle possible?

Depuis que l'homme ne produit plus selon les méthodes des communautés communistes primitives, la productivité du travail s'est considérablement accrue avec les sociétés de classes. Sous le capitalisme en particulier. Celui-ci a développé, bien plus que toutes les sociétés de classe qui l'ont précédé, tout ce qui concourt à la production des moyens de production et de consommation: les machines, la technologie, les sciences, etc. En fait, le niveau actuel de productivité du travail peut se mesurer à travers le fait que le travail d'un très petit pourcentage de la population mondiale peut suffire à nourrir l'ensemble de cette population.

Il est aujourd'hui patent que, si les capacités productives étaient orientées différemment, la faim dans le monde serait éradiquée et on aurait besoin de travailler beaucoup moins pour satisfaire nos besoins, etc. Une illustration de cela. En 2008, 100.000 personnes mouraient de faim par jour, dans une situation où, la planète comportant 6 milliards d'êtres humains, l'agriculture mondiale était en mesure d'en nourrir 12 milliards (selon un rapport de l'ONU – par Jean Ziegler, rapporteur spécial). Mais vouloir réaliser cela sous le capitalisme est utopique.

Qu'est ce qui peut permettre que le capitalisme soit remplacé par une autre société?

Certainement pas la bourgeoisie. Il n'y aura pas de transition harmonieuse du capitalisme vers le communisme. La classe dominante au sein de la société capitaliste, celle qui tire ses richesses de l'exploitation de la classe ouvrière, ne se résoudra jamais à abandonner le système d'exploitation qui lui permet sa position privilégiée dans la société. Individuellement, des bourgeois pourront soutenir ou embrasser le combat pour une autre société. Mais cela ne sera jamais le fait de la classe bourgeoise comme un tout.

Le moteur de la transformation sociale est le prolétariat:

-il est la classe de la société qui est exploitée selon les méthodes de production capitaliste;

-il n'a aucun intérêt propre à défendre dans ce système;

-il est porteur d'un projet de société, celui de la libre association des producteurs, permettant de dépasser les contradictions de l'actuel système;

-pour renverser le capitalisme et mener à bien son projet de classe révolutionnaire, il dispose de la force nécessaire que lui donnent son nombre, sa concentration et le fait qu'il produit l'essentiel des richesses de la société.

Ainsi, non seulement le capitalisme a développé les forces productives permettant l'abondance, mais il a aussi créé la classe révolutionnaire qui sera son fossoyeur, la classe ouvrière.

Qu'est-ce qui pourrait décider l'humanité à vouloir passer du capitalisme au communisme?

Une telle transformation ne sera pas le fait de l'humanité comme un tout, même si celle-ci est victime de l'actuel système et qu'elle a tout intérêt à son renversement. C'est la classe révolutionnaire qui est le moteur de la révolution.

C'est en fait la nécessité qui constitue la base du changement révolutionnaire. Comme toutes les sociétés d'exploitation qui l'ont précédé, le capitalisme sera amené à périr de ses contradictions insurmontables s'il n'est pas remplacé par un autre système issu du dépassement des contradictions en question. Pour faire synthétique, ce système produit, non pas pour la satisfaction des besoins humains, mais pour le profit. Si bien que les richesses matérielles qu'il accumule à un pôle de la société fondent la possibilité de l'abondance pour tous. Le problème est que, dans le même temps, un tel phénomène s'accompagne d'un dénuement croissant imposé à une majorité toujours plus large. La classe ouvrière est ainsi poussée à se rebeller contre la condition qui lui est faite, avec en perspective la transformation de la société.

Ainsi donc, la révolution prolétarienne n'est pas le produit d'un impératif moral, mais de la nécessité, même s'il ne manque pas de bonnes raisons morales et humaines pour en finir avec ce système.

L'étape actuelle de la crise (qui sévit en fait depuis la fin de années 1960) constitue une illustration criante du caractère insurmontable des contradictions capitalistes.

La transformation communiste est-elle possible dans un pays, voire un ensemble de pays?

Contrairement au capitalisme, le socialisme ne peut se développer progressivement d'un pays à l'autre. Il ne peut exister qu'à l'échelle du monde entier en mettant en œuvre l'ensemble des forces productives et des réseaux de circulation des biens crées par le capitalisme. C'est donc à cette échelle que la révolution prolétarienne doit intervenir pour permettre la transformation socialiste. Le pouvoir du prolétariat isolé dans un pays, ou même un ensemble de pays, continue à subir pleinement les lois du capitalisme, quelles que soient les mesures qu'il prenne.

Pourquoi le prolétariat ne ferait-il pas comme les classes révolutionnaires précédentes: devenir exploiteur à son tour?

Les autres classes révolutionnaires du passé ne sont pas devenues exploiteuses après avoir pris le pouvoir. Elles l'étaient déjà avant.

C'est à la classe révolutionnaire qu'il revient de renverser l'ancienne société, c'est à elle aussi qu'il échoit de diriger la transformation révolutionnaire en vue de construire la nouvelle. Cette classe révolutionnaire, à la différence de toutes les autres classes révolutionnaires du passé, est également, pour la première fois dans l'histoire, la classe exploitée. En abolissant son exploitation, elle abolit toute exploitation. Ainsi, elle n'a pas pour vocation de s'émanciper seulement elle même mais d'émanciper l'humanité tout entière.

N'y a-t-il pas un risque de voir la prochaine révolution suivre le même cours que la révolution russe, à savoir la dégénérescence?

Il n'existe aucune fatalité garantissant que la révolution puisse avoir lieu, qu'elle soit victorieuse, et ensuite que la transformation des rapports sociaux vers le communisme soit menée à son terme.

Si la révolution en Russie a dégénéré, ce n'est pas tant à cause de ses erreurs que de l'isolement international dans lequel elle s'est trouvée, avec le reflux et l'échec de la vague révolutionnaire mondiale dont elle avait été le produit. Non seulement la construction du socialisme est impossible dans un seul pays, mais même le pouvoir du prolétariat ne peut se maintenir longtemps en restant isolé dans un seul pays. Dans de telles conditions, il ne peut que tendre à dégénérer. En effet, s'il existe c'est pour assumer une fonction bien précise: étendre la révolution à l'échelle mondiale et entreprendre la transformation des rapports sociaux de production. Si ces objectifs ne sont pas réalisables, à cause d'un rapport de force défavorable à l'échelle internationale, alors ce pouvoir est soumis de façon croissante à la pression du capitalisme mondial: offensives militaires et diplomatiques pour l'asphyxier; concurrence économique mondiale; etc. C'est ce qui s'est passé dans la Russie des soviets.

Le fait de détenir le pouvoir n'est-il pas déjà corrupteur en soi, constituant ainsi le plus grand facteur de dégénérescence?

Le pouvoir politique du prolétariat à l'échelle mondiale est exercé à travers son organisation mondiale en conseils ouvriers. Cette forme d'organisation, qui a vu le jour spontanément pour la première fois en Russie en 1905, est la seule forme d'organisation permettant à la classe ouvrière de penser et d'agir comme un tout uni, et cela malgré la très grande hétérogénéité pouvant exister en son sein. Sa force repose sur deux caractéristiques essentielles:

-les assemblées de base sont un lieu permanent de discussions où participe l'ensemble de la classe ouvrière;

-elles élisent des délégués révocables, donnant ainsi naissance à des assemblées de délégués fonctionnant sur les mêmes principes que les assemblées de base et qui, à leur tour, élisent d'autres délégués. C'est ainsi que le mouvement se centralise permettant que les décisions, qui sont prises aux différents niveaux de centralisation, soient réellement l'expression de la classe ouvrière en mouvement.

C'est la seule forme d'organisation capable de prendre en compte l'évolution rapide de la conscience au sein de la classe ouvrière qui caractérise les phases révolutionnaires ou pré-révolutionnaires.

C'est cela la forme d'organisation de la dictature du prolétariat, après la prise du pouvoir.

De plus, le but du pouvoir prolétarien étant de diriger la transformation révolutionnaire en vue de construire une société sans classes sociales, sans Etat, sans pouvoir politique sur la société, il crée les bases de sa propre disparition. Il est d'ailleurs le seul pouvoir politique ayant jamais existé dans l'histoire qui ne vise pas à sa propre perpétuation.

Néanmoins, rien de ce qui précède ne constitue une garantie contre la dégénérescence, celle-ci survenant comme résultat obligé d'un recul durable de la révolution à l'échelle mondiale.

La révolution ne risque-t-elle pas de provoquer un bain de sang?

Si la révolution n'a pas lieu ou ne triomphe pas, ce n'est pas un simple bain de sang qui est devant nous, mais des milliers de bains de sang. En fait, l'incapacité du prolétariat à renverser ce système fera que la situation actuelle de crise historique du capitalisme, s'exprime par des guerres encore plus meurtrières, par une détérioration aggravée de l'environnement, et par une explosion et une généralisation de la misère sous toutes ses formes, tout cela rendant la vie sur terre un véritable enfer, voire même une impossibilité.

La révolution étant destinée à briser la dictature de classe de la bourgeoisie, elle sera nécessairement violente, mais ce sera une violence libératrice, en vue de permettre l'avènement d'un monde débarrassé de la barbarie. Lors de la révolution russe, le nombre de victimes qui a résulté de l'insurrection d'octobre 1917 a été dérisoire comparé au nombre de morts quotidiens de la Première Guerre mondiale, de la réaction blanche organisée par le capitalisme mondial contre la révolution russe ou encore de la répression de la contre-révolution stalinienne. De plus, c'est la première vague révolutionnaire mondiale, et en particulier la révolution en Allemagne, qui a contraint la bourgeoisie à mettre un terme à la première boucherie mondiale, dans la mesure où sa continuation constituait un terreau fertile à la radicalisation des masses et donc à la révolution.

Par ailleurs, pour diaboliser la révolution, la bourgeoisie utilise souvent comme épouvantail des évènements qui n'ont rien à voir avec celle-ci mais qui, au contraire, sont directement des expressions de l'action de fractions de la bourgeoisie: la contre-révolution stalinienne, la prétendue révolution maoïste, l'action de Pol Pot de Cambodge, etc.

La révolution est-elle vraiment possible?

Oui. Et ce n'est pas la défaite de la première tentative révolutionnaire mondiale qui est de nature à prouver le contraire.

En effet, le bastion prolétarien russe était l'expression la plus avancée d'une vague révolutionnaire mondiale. Etait également impliquée dans cette vague mondiale, rien de moins que le prolétariat allemand, la fraction la plus avancée du prolétariat mondial, et qui pendant trois années a mené une lutte sans merci contre la bourgeoisie.

Malheureusement il a été défait, sa défaite signifiant celle de la vague révolutionnaire mondiale et la dégénérescence de la révolution russe. Inversement, une victoire de la révolution en Allemagne ouvrait la possibilité de l'extension de la révolution en Europe centrale et, ensuite, en Europe occidentale et dans le monde.

En fait, pour conclure avec la question posée, ce dont il s'agit n'est pas de savoir si la révolution est possible mais de se rendre compte que continuer ainsi sans la révolution est une impossibilité réelle. La seule alternative est bien *Socialisme ou barbarie* ■

CCI/09.10

suite de la p. 1

FRANCE: LUTTER DERRIÈRE LES SYNDICATS, C'EST ALLER À LA DÉFAITE

Pourquoi ce succès ?

D'abord parce que les étudiants s'étaient organisés en assemblées générales ouvertes à tous, sans distinction de catégories ou de secteurs, du public ou du privé, au travail ou au chômage, etc. Cet élan de confiance dans les capacités de la classe ouvrière et dans sa force, de profonde solidarité dans la lutte, avait créé une dynamique d'extension du mouvement imprimant à celui-ci une massivité impliquant toutes les générations. Car, tandis que, d'un côté, les assemblées générales voyaient se dérouler des débats et des discussions les plus larges, ne restant pas cantonnées au seul problème des étudiants, de l'autre côté, on voyait au fil des manifestations les travailleurs eux-mêmes se mobiliser de plus en plus avec les étudiants et de nombreux lycéens.

Mais c'est aussi parce que la détermination et l'esprit d'ouverture des étudiants, tout en entraînant des fractions de la classe ouvrière vers la lutte ouverte, n'arrivaient pas à être battu en brèche par les manœuvres des syndicats. Au contraire, alors que ces derniers, notamment la CGT, s'efforçaient de se placer en tête des manifestations pour en prendre le contrôle, c'est à plusieurs reprises que les étudiants et les lycéens ont débordé les banderoles syndicales pour affirmer clairement qu'ils ne voulaient pas se voir ravaler en arrière-plan d'un mouvement dont ils étaient à l'initiative. Mais surtout ils affirmaient leur volonté de garder le contrôle eux-mêmes de la lutte, avec la classe ouvrière, et de ne pas se laisser avoir par les centrales syndicales.

En fait, un des aspects qui inquiétait le plus la bourgeoisie c'est que les formes d'organisation que s'étaient données les étudiants en lutte, ces assemblées générales souveraines, élisant leurs comités de coordination et ouvertes à tous, dans lesquelles les syndicats étudiants faisaient souvent profil bas, ne fassent tâche d'huile parmi les salariés si ces derniers entraient en grève. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, au cours de ce mouvement, Thibault a affirmé à plusieurs reprises que les salariés n'avaient pas de leçons à recevoir des étudiants sur comment s'organiser. Si ces derniers avaient leurs assemblées générales et leurs coordinations, les salariés avaient leurs syndicats en qui ils avaient confiance.

Dans un tel contexte de détermination chaque fois réaffirmée et de danger d'un débordement des syndicats, il fallait que Villepin lâche du lest car c'est le dernier rempart de protection de la bourgeoisie contre l'explosion de luttes massives qui risquait d'être battu en brèche.

Avec le mouvement contre la réforme des retraites, les syndicats, soutenus activement par la police et les médias, ont fait les efforts nécessaires pour tenir le haut du pavé, en sentant venir le vent et s'organiser en conséquence.

L'intersyndicale au service du gouvernement

On les a vus jouer dès le début la division, avec FO qui faisait ses manifestations dans son coin, tandis que l'intersyndicale qui organisait la journée d'action du 23 mars préparait le "ficelage" de la réforme, après tractations avec le gouvernement, avec deux autres journées d'action le 26 mai, et surtout le 24 juin, à la veille des vacances d'été. On sait qu'habituellement une journée d'action, à cette époque de l'année, signe le coup de grâce pour la classe ouvrière lorsqu'il s'agit de faire passer une attaque majeure. Hélas pour la bourgeoisie et les syndicats, cette dernière journée d'action a montré une mobilisation inattendue, avec plus du double d'ouvriers, de chômeurs, de précaires, etc., dans les rues. Et, alors qu'une morosité, largement soulignée par la presse, avait marqué les deux premières journées d'action, la colère et le ras-le-bol étaient au rendez-vous du 24 juin.

C'est donc sous la pression de ce mécontentement ouvert et face à la prise de conscience grandissante des implications de cette réforme sur nos conditions de vie que les syndicats se sont vus contraints d'organiser une autre journée d'action dès le 7 septembre, faisant cette fois leur credo de l'unité syndicale. Depuis, pas un n'a manqué à l'appel des journées d'action qui ont regroupé dans les manifestations environ trois millions de travailleurs à plusieurs reprises.

Mais cette unité de "l'Intersyndicale" a constitué un leurre pour la classe ouvrière, destiné à lui faire croire que les syndicats étaient bien déterminés à organiser une offensive d'ampleur contre la réforme et qu'ils s'en donnaient les moyens avec des journées d'action à répétition dans lesquelles on pouvait voir et entendre à satiété leurs leaders, bras dessus, bras dessous, égrener leurs discours sur la "poursuite" du mouvement et autres mensonges. Ce qu'ils redoutaient par-dessus tout, c'est que les travailleurs sortent du carcan syndical et qu'ils s'organisent par eux-mêmes. C'est ce que disait Thibault, le secrétaire général de la CGT, qui faisait "passer un message" au gouvernement dans une interview au journal *le Monde* du 10 septembre?: *"On peut aller vers un blocage, vers une crise sociale d'ampleur. C'est possible. Mais ce n'est pas nous qui avons pris ce risque"*, donnant l'exemple suivant pour mieux affirmer où se trouvait l'enjeu vécu par les syndicats?: *"On a même trouvé une PME sans syndicat où 40 salariés sur 44 ont fait grève. C'est un signe. Plus l'intransigeance dominera, plus l'idée de grèves reconductibles gagnera les esprits."*

En clair, si les syndicats ne sont pas là, les ouvriers s'organisent eux-mêmes et non seulement décident réellement de ce qu'ils veulent faire mais risquent de le faire massivement. Et c'est contre quoi les centrales syndicales, et particulièrement la CGT, se sont attelées avec un zèle exemplaire?: occuper le terrain sur la scène sociale et dans les médias, tout en empêchant avec la même résolution sur le terrain toute réelle expression de solidarité ouvrière. En bref, un battage à tout crin d'une part, et de l'autre une activité visant à stériliser et entraîner le mouvement dans de fausses alternatives, afin de créer la division, la confusion, et mieux le mener à la défaite.

Le blocage des raffineries de pétrole en est un exemple des plus évidents. Alors que les ouvriers de ce secteur, dont la combativité était déjà très vive et pour lesquels grandissait la volonté de manifester leur solidarité envers l'ensemble de la classe ouvrière contre la réforme des retraites, ouvriers par ailleurs particulièrement confrontés à des mesures drastiques de réductions de personnels, la CGT a fait en sorte de transformer cet élan de solidarité en grève repoussoir. Ainsi, le blocage des raffineries n'a jamais été décidé dans de véritables assemblées générales, où les travailleurs pouvaient exprimer réellement leur point de vue, mais il a été décidé suite à des manœuvres dont les leaders syndicaux sont spécialistes et qui ont fait adopter, en pourrissant la discussion, des actions stérilisantes. Cependant, malgré cet enfermement verrouillé par les syndicats, certains ouvriers de ce secteur ont cherché à créer des contacts et des liens avec des ouvriers d'autres secteurs. Mais, globalement pris dans l'engrenage du "blocage jusqu'au bout", la plupart des ouvriers des raffineries se sont vus piégés dans une logique syndicale d'enfermement dans l'usine, véritable poison utilisé contre l'élargissement du combat. En effet, bien que les ouvriers des raffineries avaient pour objectif de renforcer le mouvement, d'en être un des bras armés, afin de faire reculer le gouvernement, le blocage des dépôts, tel qu'il s'est déroulé sous la houlette syndicale, s'est surtout révélé être une arme de la bourgeoisie et de ses syndicats contre les ouvriers. Non seulement pour isoler ceux des raffineries, mais pour rendre leur grève impopulaire, en créant un vent de panique et en agitant la menace d'une pénurie d'essence plus généralisée, la presse a abondamment déversé son fiel contre ces "preneurs d'otage empêchant les gens de se rendre à leur travail ou de partir en congé". Mais c'est aussi physiquement que les travailleurs de ce secteur se sont trouvés isolés ; alors même qu'ils voulaient contribuer par la lutte solidaire à la construction d'un rapport de forces favorable au retrait de la réforme, ce blocage particulier s'est en fait retourné contre eux et contre l'objectif qu'ils s'étaient donné initialement.

Il y a eu de nombreuses actions syndicales similaires, dans certains secteurs comme les transports, et de préférence dans des régions peu ouvrières, car il fallait à tout prix pour les syndicats prendre le moins de risques possibles d'extension et de mise en œuvre active de la solidarité. Il leur fallait faire semblant pour la galerie d'orchestrer les luttes les plus radicales et de jouer la partition de l'unité syndicale dans les manifestations, tout en pourrissant en réalité la situation.

Comme le dit un tract de "l'AG interpro" de la Gare de l'Est daté du 6 novembre?: *"La force des travailleurs n'est pas seulement de bloquer, ici ou là, un dépôt pétrolier ou même une usine. La force des travailleurs, c'est de se réunir sur leurs lieux de travail, par-delà les professions, les sites, les entreprises, les catégories et de décider ensemble…"*

Partout, on a donc vu les syndicats, réunis dans une "Intersyndicale", pour mieux promouvoir le simulacre de l'unité, mettre en œuvre des semblants d'assemblées générales, sans véritable débat, enfermées dans les préoccupations les plus corporatistes, tout en affichant publiquement la prétendue volonté de se battre "pour tous" et "tous ensemble"… mais organisée chacun dans son coin, derrière son petit chef syndicaliste, en faisant tout pour empêcher la mise en œuvre de délégations massives en recherche de solidarité vers les entreprises les plus proches géographiquement.

Un mouvement riche de perspectives

En revanche, il n'a pas du tout été question dans les médias des nombreux Comités ou Assemblées générales interprofessionnels (AG inter-pros) (2) qui se sont formés durant cette période, comités et AG dont le but affiché était et reste de s'organiser en-dehors des syndicats et de développer des discussions réellement ouvertes à tous les prolétaires, ainsi que des actions autonomes dans lesquelles c'est toute la classe ouvrière qui pourrait, non seulement se reconnaître, mais aussi et surtout s'impliquer massivement.

Les syndicats n'ont d'ailleurs pas été les seuls à entraver la possibilité d'une telle mobilisation, car la police de Sarkozy, réputée pour sa prétendue débilité et son esprit anti-gauche, a su se faire l'auxiliaire indispensable des syndicats à plusieurs reprises par ses provocations. Exemple ? Les incidents de la place Bellecour à Lyon, où la présence d'une poignée de "casseurs" (possiblement manipulés par les flics) a servi de prétexte à une violente répression policière contre des centaines de jeunes lycéens dont la plupart ne cherchaient qu'à venir discuter à la fin d'une manifestation avec les travailleurs.

On voit ici ce que la bourgeoisie craint particulièrement?: que des contacts se nouent et se multiplient le plus largement possible dans les rangs de la classe ouvrière, jeunes, vieux, au travail ou au chômage.

Aujourd'hui, le mouvement est en passe de s'éteindre et il faut tirer les leçons de cet échec.

Le premier constat à en tirer est que ce sont les appareils syndicaux qui ont permis de faire passer l'attaque auprès des prolétaires et qu'il ne s'agit nullement de quelque chose de conjoncturel. C'est qu'ils ont fait leur sale boulot, pour lequel tous les spécialistes et autres sociologues, ainsi que le gouvernement et Sarkozy en personne, les saluent pour leur "sens des responsabilités". Oui, sans hésitation, la bourgeoisie peut se féliciter d'avoir des "responsables" syndicaux capables de briser un mouvement d'une telle ampleur en faisant en même temps croire qu'ils ont pourtant fait tout leur possible pour lui permettre de se développer. Ce sont encore ces mêmes appareils syndicaux qui sont parvenus à étouffer et marginaliser les véritables expressions de lutte autonome de la classe ouvrière et de tous les travailleurs.

Cependant, cet échec est porteur de nombreux fruits ; car malgré tous les efforts déployés par l'ensemble des forces de la bourgeoisie pour colmater les brèches d'où s'échappe la colère ouvrière, ils n'ont pas réussi à l'entraîner dans la défaite générale d'un secteur, comme ce fut le cas en 2003 (3) avec la lutte contre les retraites du secteur public qui avaient donné lieu à un cinglant recul parmi les travailleurs de l'Éducation nationale après plusieurs semaines de grève.

Ce mouvement est en train de s'achever. Mais *"l'attaque ne fait que commencer. Nous avons perdu une bataille, nous n'avons pas perdu la guerre. C'est la guerre de classe que la bourgeoisie nous déclare et nous avons encore les moyens de la mener"* (tract intitulé "Personne ne peut lutter, décider et gagner à notre place" signé par des travailleurs et précaires de l'AG interpro de la Gare-de-l'Est et d'Ile-de-France, déjà cité plus haut). Nous n'avons pas d'autre choix pour nous défendre que d'étendre et de développer massivement nos luttes et pour cela de les prendre dans nos propres mains.

"Prendre confiance en nos propres forces" devra être le mot d'ordre de demain ■

WW /*6.11.2010*

1) Tous les partis de gauche, qui sont venus se greffer à la mobilisation afin de ne pas se décrédibiliser totalement, étaient pourtant bien d'accord eux aussi sur l'impérieuse nécessité d'attaquer la classe ouvrière sur cette question, car ils l'avaient voté.

2) Nous considérons ces derniers comme de véritables expressions des besoins de la lutte ouvrière. Ils n'ont rien à voir avec les Coordinations, montées de toutes pièces, orchestrées par les syndicats et les organisations gauchistes en sous-main, et que nous avions dénoncées à de nombreuses reprises lors du mouvement des cheminots en 1986 ou encore lors du mouvement dans le secteur de la santé en 1988.

3) Voir les numéros de *RI* 335, 336



JOURNÉE DE RENCONTRE ET DE DISCUSSION 2010

Une réunion de contacts réussie, discussion dans une atmosphère ouverte

Fin août, a eu lieu la 4ème journée de rencontre et de discussion organisée par le CCI. Nous publions ci-dessous une présentation rédigée par un collectif de présents traitant des deux sujets discutés l'un le matin et l'autre l'après-midi. Nous saluons cette contribution, point de départ pour poursuivre le débat et appelons à ce que d'autres s'y joignent en y apportant leurs réactions et commentaires.

Une salle, décorée d'affiches à propos de l'histoire du mouvement ouvrier, et avec des tables garnies de lectures politiques de plusieurs tendances: un environnement propice à la curiosité, c'est là que des contacts se sont une nouvelle fois retrouvés cette année pour une journée de discussion.

La journée organisée par un groupe de travail composé de sympathisants et de camarades du CCI, s'est déroulée fin août à Anvers, pour la quatrième fois déjà. *"Au travers de réunions préparatoires, le CCI, avec les sympathisants, a pu mettre en place cette journée et a pu en approfondir son but et ses moyens"*, selon le sympathisant F.

Cette fois-ci aussi, nombreux ont été les participants: surtout en provenance de Belgique, mais aussi de France et des Pays-Bas. Bien que la plupart étaient jeunes, il y avait des gens de tout âge, y compris un camarade de plus de 80 ans.

Le but était d'offrir aux sympathisants l'occasion de se rencontrer dans une ambiance détendue, de se parler, d'échanger leurs idées, de partager un repas, etc. *"Avec l'impression de passer un moment entre semblables, l'isolement individuel s'envole et le sentiments d'impuissance fait place à une perspective positive"*, avançait le sympathisant R.

De par l'importante participation, il apparaît qu'entre ceux qui défendent des points de vue internationalistes, anticapitalistes ou anti-réformistes, existe le besoin de se rencontrer, d'échanger des idées, de se retrouver dans une réunion générale dans laquelle un sujet est discuté.

Le soir, un barbecue était prévu. La journée était destinée à échanger des idées, à présenter du matériel, en particulier sur deux sujets qui avaient été décidés en collaboration avec les sympathisants et le groupe de travail: la crise économique et la question des réfugiés.

Les discussions qui ont animé la journée avaient pour but, en plus de la clarification politique, de donner vie à la culture du débat: faire connaître aux contacts l'atmosphère ouverte et l'ambiance fraternelle qui règnent dans les discussions que mène le CCI.

D'après le sympathisant R: *«l'actuelle culture du débat du CCI, à l'intérieur et à l'extérieur, lors des journées de discussion, lors des interventions et pendant les discussions privées se caractérise par un esprit ouvert, un caractère amical, stimule et pour certains rafraîchit, en comparaison avec les chamailleries souvent dogmatiques des autres partis de gauche»*. Cela est confirmé par le sympathisant F: *"Ces discussions m'ont enrichi non seulement du point de vue de leur contenu, mais aussi de leur forme. Ce qui m'a le plus impressionné, c'est l'honnêteté et la loyauté des participants à la discussion"*.

La discussion sur la crise économique

Dans la discussion sur la crise économique, le besoin s'est fait ressentir de développer une plus grande compréhension sur son contexte. L'introduction faite par un sympathisant a tenté d'expliquer l'actualité et a été fortement appréciée par les présents: le poids accru hors de toute proportion de la dette des États, comme la Grèce, les médias qui présentent la crise comme quelque chose de totalement nouveau, les gens qui ne croient plus que les syndicats défendent leurs intérêts, l'hésitation à prendre ses propres luttes en main, résultant dans une certaine passivité, et peu de mobilisations.

La discussion qui a suivi a principalement porté sur:

-la nature du fonctionnement du système actuel, sur l'accumulation de capital comme moteur de la recherche permanente de profit par le capitalisme. Ce profit se réalise en exploitant la force de travail, qui ne peut donc acheter la totalité de sa production. Parce qu'il y a un manque sur le plan du pouvoir d'achat, et que tous les biens produits ne peuvent plus être vendus, l'accumulation stagne. L'argent ne peut alors plus être transformé en argent, et donc ne peut plus être transformé en capital.

-les différentes formes de politique économique mises en place par la bourgeoisie pour tenir tête à la crise: le keynésianisme, le néo-libéralisme accompagné de la spéculation croissante sur les marchés financiers, la politique économique stalinienne (=capitalisme d'État), qui ont toutes trois failli.

D'autres mesures alternatives immédiates sont-elles possibles? Il n'y avait pas unanimité là-dessus. Certains pensaient que cela ne pouvait que renforcer les illusions au sein de la classe ouvrière; d'autres pensaient plutôt qu'en attendant la révolution, ce serait possible. Concernant la différence entre les pays riches et ceux du tiers-monde: un partage différent, honnête de l'abondance n'est pas possible dans le capitalisme, car tous les pays du monde sont soumis à la même dynamique!

Lorsque la bourgeoisie tente de diviser les ouvriers entre ceux des pays riches et ceux des pays pauvres, entre ceux qui vivent pour consommer et ceux qui vivent pour l'environnement, elle essaye d'imposer à la classe ouvrière sa vision de «diviser pour régner». A l'encontre de celle-ci, il n'existe qu'une seule vision, la vision totale de la classe ouvrière comme unité internationale.

La question des réfugiés et des immigrés

L'introduction sur la question des réfugiés a été préparée par un contact, membre de l'AAGU (1). Il a parlé du travail, des motivations et du contexte du groupe.

Le CCI part de l'optique et des positions de la classe ouvrière. L'AAGU dirige ses activités vers tous les réfugiés, parmi lesquels des ouvriers réfugiés. Que veut l'AAGU et comment pensent-ils atteindre leur but?

Selon la Convention de Genève de 1951, un réfugié est *"une personne craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays"*.

Les réfugiés fuient souvent la misère et la guerre, ce sont les premières victimes du capitalisme. Il n'y a pas de distinction entre réfugiés légaux et réfugiés illégaux.

Du fait de leur situation semi-illégale, ils ne sont jamais reconnus comme semblables et ne reçoivent aucun statut légal. L'État conduit la répression contre les réfugiés en envoyant régulièrement sa police militaire ou sa gendarmerie pour traquer les réfugiés illégaux ou pour les enfermer dans des camps de réfugiés ou centres de détention.

Frontex, une organisation européenne paramilitaire, tente de s'opposer à l'accès à la forteresse européenne. Les réfugiés sont emprisonnés sans aucune forme de procès, parfois pendant plus d'un an.

Le capitalisme, c'est l'individualisme, et chacun peut donc facilement être isolé et mis sous pression. Par une forme de nationalisme moderne, les réfugiés sont tenus à l'écart de la "richesse".

Dans le capitalisme, le problème des réfugiés ne pourra jamais se résoudre. Comment le combat en faveur des réfugiés peut-il contribuer à la lutte de classe? Qu'est-ce qui s'approche le plus de la révolution: la lutte ouvrière ou le combat en faveur des réfugiés?

AAGU est pour "l'action directe"; pour la vraie lutte. Ils ont un point de vue internationaliste et ne font aucune distinction entre les différentes nationalités, ni sur la possession ou non d'un passeport. Ils sont convaincus qu'une lutte antinationale, combinée à la solidarité internationale, mène à un assaut contre le capitalisme.

AAGU pense que le combat en faveur des réfugiés est donc aussi une sorte de lutte de classe. La question des réfugiés est une des questions centrales pour la lutte de la classe ouvrière. Partout dans le monde, ce sont les ouvriers qui sont touchés, et se retrouvent dans une misère sans perspective, traités comme des parias.

Discussion vivante sur la question des réfugiés

L'introduction a été saluée et suivie d'une discussion vivante qui a abordé différents aspects de la questions des réfugiés. C'est une des questions centrales pour la classe ouvrière dans le monde entier. L'exposé a soulevé toute une série de questions, et le sujet a vivement intéressé tous les participants.

Trois approches sont possibles: raciste, humanitaire-bourgeoise et radicale de gauche, mais aucune des trois ne résout le problème des réfugiés. En fait, les deux premières se complètent mutuellement. Les organisations humanitaires bourgeoises ne sont pas en soi contre les expulsions de réfugiés illégaux. La troisième approche est fondamentalement incapable d'offrir une solution. Exactement comme la classe ouvrière qui n'a aucune solution immédiate actuellement.

Certains ont plaidé pour des frontières ouvertes, pour l'accès libre et la suppression de toute limitation au sein du système capitaliste, mais le capitalisme est incapable de gérer le flux des réfugiés. Le capitalisme en phase ascendante a aussi généré des flux de réfugiés. Mais maintenant qu'il est en pleine décadence, ils ne sont plus considérés comme une force de travail potentielle, mais comme des réfugiés dont on ne sait que faire, et qui ne peuvent occasionner que des problèmes.

La solution est la destruction du capitalisme, mais que faire en attendant? Tout ce qu'on fait n'est jamais que du replâtrage. Exiger l'ouverture des frontières? Cela ne résout rien. Cela aboutirait à l'arrivée massive de réfugiés, alors qu'il existe déjà une paupérisation totale et qu'il n'y a pas assez de travail pour tout le monde.

Quelle attitude envers les réfugiés?

Les minorités servent de bouc émissaire. Elles sont accusées d'être à l'origine de la misère aux Pays-Bas et ailleurs dans le monde. Le capitalisme est hypocrite: il les met au travail dans différents secteurs pour un salaire de misère, mais dès qu'il n'y a plus de profit à faire, ils sont reconduits à la frontière comme étrangers indésirables.

Les réfugiés doivent-ils conserver et alimenter leur propre culture ou tendre vers une culture unitaire? Aussi bien la gauche que la droite de la bourgeoisie tentent de souligner les différences culturelles. La gauche dit que les réfugiés devraient pouvoir conserver leur identité culturelle, et selon la droite, ces différences culturelles sont tellement importantes qu'elles ne peuvent pas subsister.

La classe ouvrière aspire à lever tous les obstacles qui se dressent devant elle. Elle tend vers une culture unitaire des ouvriers en lutte. La révolution d'octobre 1917 en Russie a concerné des ouvriers et des ouvrières de plus de dix "nationalités". Toutes et tous ont pris part à des assemblées générales et à des rassemblements massifs, et déjà là, des femmes révolutionnaires portaient des foulards ou des bonnets de leurs régions respectives.

Faut-il être solidaires avec tous les réfugiés? Impossible. Certainement avec les ouvriers réfugiés! Mais tous les réfugiés ne font pas partie de la classe ouvrière. Nous ne pouvons pas être solidaires de réfugiés bourgeois qui ont commis des crimes contre leur population dans leur pays. Les réfugiés, à cause de leur statut semi-illégal, tombent relativement vite dans la criminalité. Ce ne sont pas des criminels, mais la criminalité les utilise.

La convention de Genève, une arme aux mains de la «démocratie»

L'intervention du sympathisant M a donné à la discussion une nouvelle dimension. Il a posé le fait que cette convention *«portait à première vue sur les réfugiés, mais qu'en réalité elle avait un but de propagande (…) La convention a été adoptée comme un des instruments de la guerre politique et idéologique du bloc occidental contre le bloc de l'Est (…) Les réfugiés en provenance de l'Est étaient par définition intéressants. Ils étaient systématiquement traités comme victimes innocentes du totalitarisme de l'Est et intégrés comme héros des idéaux occidentaux»*. On ne faisait pas de différence entre réfugiés économiques ou politiques. Selon M, il n'y avait parmi les réfugiés *"pas un ouvrier qui fuyait vers l'Ouest en signe de protestation contre le maintien du travail salarié, l'érosion du pouvoir des conseils ouvriers, la décomposition du mouvement internationaliste ou en raison des relations politico-économiques avec des régimes réactionnaires"*.

Les réfugiés sont utilisés par les grandes puissances dans la guerre impérialiste. Très souvent, ils servent de «tampon» dans la guerre d'un impérialisme contre un autre.

Réfugiés d'alors et d'aujourd'hui

Il y a une différence essentielle entre les réfugiés actuels et les immigrés d'avant. Entre 1750 et 1914, on émigrait surtout à cause de la faim et de la misère. Avant, il y avait nécessité et besoin d'une «armée de réserve» de main-d'œuvre pour le capitalisme. Le marché mondial n'était pas encore saturé, et de nouvelles forces de travail étaient sans cesse absorbées par l'industrie. Maintenant que le marché mondial est saturé, la surproduction est généralisée, y compris en ce qui concerne l'offre réelle de force de travail. Aujourd'hui, les gens ne fuient plus seulement la faim et la misère, mais aussi la guerre et les destructions. Et puisque le capitalisme est un système en pleine décadence, ces gens ne peuvent plus être réellement intégrés au processus du travail.

Aide-t-on les réfugiés en présentant ceux-ci comme les plus vulnérables et les ouvriers d'Europe occidentale comme ceux qui se vendent au capital? Il y a un grand danger pour les réfugiés de tomber dans le lumpenprolétariat. Seule la lutte ouvrière peut leur offrir une perspective lorsque celle-ci atteint un certain niveau. Dans ce sens, la question des réfugiés et des immigrés est une question de la classe ouvrière. Seule la classe ouvrière peut offrir une perspective aux réfugiés. Et les réfugiés ne peuvent développer une perspective que s'ils prennent part à la lutte ouvrière.

(suite à la p. 6)

suite de la p. 8

TROTSKI, PANNEKOEK, APPEL

écrivant des articles contre la politique de guerre. Dans une lettre à Van Ravensteyn datée du 22 octobre 1915, il explique ce qui l'a poussé à se lier à l'initiative de la Gauche de Zimmerwald. Par la suite, il a exprimé sa solidarité inconditionnelle avec les ouvriers russes lorsque ceux-ci, organisés en Soviets, ont pris le pouvoir en 1917, et n'a cessé de propager la nécessité d'une révolution mondiale. *"Ce que nous espérions est entretemps arrivé. Les 7 et 8 novembre, les ouvriers et les soldats de Petrograd ont renversé le gouvernement Kerenski. Et il est probable (…) que cette révolution va s'étendre à toute la Russie. Une nouvelle période commence, non seulement pour la révolution russe, mais pour la révolution prolétarienne en Europe."* (Anton Pannekoek, *La Révolution russe* III, de Nieuwe Tijd, 1917, p. 560; *La Révolution russe* VIII, De Nieuwe Tijd, 1918, p. 125)

Lorsque la majorité exclue du KPD fonda en avril 1920 un nouveau parti, le KAPD, Pannekoek fut le grand inspirateur du programme de cette organisation politique. Dans ce programme étaient rassemblées les positions les plus importantes de la nouvelle période. Pannekoek était (exactement comme Rosa Luxembourg jusqu'à son assassinat en 1919) au début des années 1920, un défenseur critique, il est vrai, mais un défenseur acharné de la Révolution d'octobre.

Mais cela ne l'a pas empêché de tirer finalement des leçons erronées de la défaite de la Révolution d'octobre 1917 en Russie. Il arriva en effet à la conclusion que les bolcheviks avaient en fait dirigé une révolution bourgeoise. Pourquoi? Non seulement parce que, selon lui, dans la Russie de 1917 subsistaient encore des restes de féodalisme, de formes dispersées de production petite-bourgeoise, mais aussi parce que Lénine n'aurait pas bien compris la distinction entre matérialisme prolétarien et matérialisme bourgeois. (voir John Harper - alias Anton Pannekoek , *Lénine philosophe,* 1938)

Pour tout révolutionnaire actuel, l'œuvre de Pannekoek reste, malgré ses erreurs ultérieures, une référence essentielle, ne serait-ce que parce qu'il a, avec d'autres communistes de gauche, jeté un pont entre la fin de la Deuxième Internationale social-démocrate et les débuts de la Troisième Internationale communiste, période qui s'étend de 1914 à 1919, et qu'il n'a par la suite jamais cessé le travail théorique. Comme il l'a répété par la suite: *"…notre tâche est principalement une tâche théorique?: trouver et indiquer, par l'étude et la discussion, le meilleur chemin d'action pour la classe ouvrière."* (Lettre de Pannekoek à Castoriadis - *Socialisme ou Barbarie*, 8 novembre 1953)

Jan Appel



Le 4 mai 1985, la dernière grande figure de l'Internationale communiste, Jan Appel, s'est éteinte à l'âge de 95 ans. Le prolétariat n'oubliera jamais cette vie, une vie de lutte pour la libération de l'humanité.

La vague révolutionnaire du début de ce siècle a échoué. Des milliers de révolutionnaires marxistes furent tués en Russie et en Allemagne, certains même se suicidèrent. Mais, malgré cette longue nuit de contre-révolution, Jan Appel resta fidèle au marxisme, il resta fidèle à la classe ouvrière, convaincu que la révolution prolétarienne devait venir.

Jan Appel fut formé et trempé dans le mouvement révolutionnaire d'Allemagne et de Hollande au début de ce siècle. Il combattit côte à côte avec Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Lénine, Trotski, Gorter, Pannekoek. Il combattit dans la révolution en Allemagne, en 1919. Il fut de ceux qui ne trahirent jamais la cause du prolétariat. Il fut un représentant digne de cette masse anonyme des générations mortes du prolétariat. Leur lutte historique a toujours renoncé à la glorification des personnes ou à la recherche de titres de gloire. Tout comme Marx, Engels, Jan Appel n'avait pas de comptes à rendre à la presse à sensation capitaliste.

Mais il était aussi plus que cette masse anonyme de militants révolutionnaires courageux qui fut produite par la vague révolutionnaire du mouvement ouvrier du début de notre siècle. Il a laissé des traces qui permettent aux révolutionnaires d'aujourd'hui de reprendre le flambeau. Jan Appel était capable de reconnaître ceux qui, tout aussi anonymes et pour le moment encore réduits à une petite minorité, continueront le combat communiste. Avec fierté, nous avions ainsi accueilli Jan Appel au Congrès de fondation du Courant Communiste International en 1976 à Paris.

Né en 1890, Jan Appel a commencé très jeune à travailler dans les chantiers navals de Hambourg. Dès 1908, il est un membre actif du SPD. Dans les années tourmentées de la guerre, il participe aux discussions sur les questions nouvelles qui se posent à la classe ouvrière: l'attitude face à la guerre impérialiste et face à la révolution russe. C'est ce qui le conduisit, fin 1917, début 1918, à se joindre aux radicaux de gauche de Hambourg qui prirent une position claire contre la guerre pour la révolution. Il donna ainsi suite à l'appel de juillet 1917 des IKD de Hambourg demandant à tous les ouvriers révolutionnaires d'oeuvrer pour la constitution d'un USPD en opposition à la politique réformiste et opportuniste de la majorité du SPD. Poussé par les combats ouvriers de fin 1918, il adhérera aussi au Spartakusbund de Rosa Luxemburg et prendra, après l'unification dans le KPD**(S),** une position responsable dans le groupe du district de Hambourg.

Sur la base de sa participation active dans les combats depuis 1918 et de ses talents organisationnels, les participants au Congrès de fondation du KAPD désignèrent Appel et Franz Jung pour les représenter à Moscou auprès de l'Internationale Communiste. Ils devaient discuter et négocier sur l'adhésion à la Troisième Internationale et sur l'attitude traîtresse de la centrale du KPD pendant l'insurrection de la Ruhr. Pour parvenir à Moscou, ils durent détourner un navire. Une fois sur place, ils eurent des discussions avec Zinoviev, président de l'Internationale Communiste, et avec Lénine. Sur la base du manuscrit de Lénine *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*, ils discutèrent longuement, réfutant entre autres les fausses accusations de syndicalisme (c'est-à-dire le rejet du rôle du parti) et de nationalisme.

Il fallut encore plusieurs voyages à Moscou pour que le KAPD fût admis comme organisation sympathisante de la Troisième Internationale et pût ainsi participer au 3e Congrès en 1921.

Appel fut actif là où le KAPD ou l'AAUD l'envoyèrent. Ainsi, il devint responsable de l'hebdomadaire *Der Klassenkampf* de l'AAU dans la Ruhr où il resta jusqu''en novembre 1923.

Au 3e Congrès de l'Internationale Communiste, en 1921, Appel, Meyer, Schwab et Reichenbach, furent délégués pour mener les négociations ultimes au nom du KAPD, contre l'opportunisme grandissant au sein de l'IC. Ils tentèrent vainement, avec des délégués de Bulgarie, de Hongrie, du Luxembourg, du Mexique, de l'Espagne, de la Grande-Bretagne, de Belgique et des Etats-Unis, de former une opposition de gauche. Fermement, en ignorant les sarcasmes des délégués bolcheviks ou du KPD, Jan Appel, sous le pseudonyme de Hempel, souligna à la fin du 3e Congrès quelques questions fondamentales pour la révolution mondiale d'aujourd'hui. Souvenons-nous de ses paroles?: "*Les camarades russes ne sont pas non plus des surhommes, et ils ont besoin d'un contrepoids, et ce contrepoids ce doit être une troisième internationale liquidant toute tactique de compromis, parlementarisme et vieux syndicats. "*

Jusqu'à la fin, Jan Appel fut convaincu que "seule la lutte de classe est importante". Nous poursuivons son combat ■

MW

1)Les difficultés et la dureté des événements dans lesquelles se trouvaient le Parti bolchevik et les masses ouvrières, confrontés à une situation extrêmement aiguë aussi bien au niveau économique que militaire, firent le lit de la justification de graves erreurs conduisant au massacre des ouvriers mutinés de Cronstadt en 1921 et de l'offensive militaire menée par la suite contre le mouvement de révolte en Ukraine dirigée par Makhno. Si certains au sein du Parti bolchevik se sont opposés avec justesse à ces graves erreurs, Trotski ne fut pas de ceux-là, il a même été un des principaux artisans de ces répressions .

2)Lire notre brochure *Le trotskisme contre la classe ouvrière* et notre *Revue Internationale* n°103..

3)Robert Coulondre, ambassadeur de France auprès du IIIe Reich fournit un témoignage éloquent dans une description qu'il fait de sa dernière rencontre avec Hitler, juste avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Hitler s'y était en effet vanté du pacte (dit germano-soviétique) qu'il venait de conclure avec Staline. Il traçait un panorama grandiose de son futur triomphe militaire. En réponse, l'ambassadeur français, faisant appel à sa raison, lui parla du tumulte social et des risques de révolutions qui pourraient faire suite à une guerre longue et meurtrière et qui pourraient détruire tous les gouvernements belligérants. "*Vous pensez à vous-mêmes comme si vous étiez le vainqueur…*, dit l'ambassadeur, *mais avez-vous songé à une autre possibilité? Que le vainqueur pourrait être Trotski.*"

suite de la p. 5

RÉUNION DE CONTACTS

La classe ouvrière est une classe d'immigrés

L'unité de la classe ouvrière est centrale comme classe internationale: la classe ouvrière mondiale. La bourgeoisie tente en permanence de nous imposer de fausses contradictions pour individualiser les gens et canaliser leur colère. La classe ouvrière doit tout mettre en œuvre pour défendre son unité contre la bourgeoisie. Organiser une partie de la classe ouvrière (sous-classe, les précaires...) contre d'autre parties de la classe va précisément à l'encontre de la perspective que nous défendons actuellement: l'unité de la classe ouvrière mondiale, qui n'a pas de patrie.

Conclusion: c'était une discussion très vivante, avec un espace énorme pour différentes réflexions ■

Collectif-28 / 31.10.2010

(1) *AAGU*, Anarchistische Anti-deportatie Groep Utrecht. *www.aagu.nl/*

LISEZ AUSSI LES ARTICLES MIS EN LIGNE WWW.INTERNATIONALISM.ORG

***Bangladesh : Grèves sauvages et manifestations? - le prolétariat brise le mythe de la docilité**
***Panama : Lutte des travailleurs des bananeraies à Bocas de Toro**
***Compte-rendu d'un forum de discussion en Ukraine : l'internationalisme, la seule position véritablement contre la guerre**
***Maintenir son contrôle impérialiste sur "l'étranger proche" : la mission impossible de la bourgeoisie russe**
***Cachemire: Au milieu de coups de feu entre l'Etat Indien et les séparatistes un demi-million de travailleurs affirment leur identité de classe**
***Brésil: Solidarité avec les travailleurs en France**
***Brève chronologie des événements de la lutte contre la réforme des retraites**
***Comment lutter ? Par une Résistance Populaire Autonome (texte de la CNT AIT Toulouse)**
***Qu'est-ce qu'une assemblée générale ? (Texte de la CNT AIT du Gers)**
***Solidarité avec les lycéens en lutte contre la répression policière (témoignage d'un lecteur)**
***Un témoignage sur la répression lors de la manifestation du 19 octobre à Lyon**

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org
E-mail: belgique@internationalism.org

ABONNEMENTS

Tous les prix en euros	Belgique	Abonnem. de soutien	Europe	Monde	Air Mail Monde
Internationalisme (4 nos)	6	10	10	15	20
Revue Internationale (FR/AN/ESP - 4 nos)	15,5	25	15,5	17	20
Internationalisme + Revue Internationale	22	40	25	35	40

Abonnement-diffuseur
à partir du 2ème Internationalisme : 1,0 EUR par numéro supplémentaire
à partir de la 2ème Revue Internationale : 2,5 EUR par numéro supplémentaire.
Envoi sous pli fermé
Internationalisme ou Revue Internationale : Belgique : + 8,5 EUR
Pour la presse territoriale d'autres sections du CCI :
contactez directement la section en question
Anciens numéros d'Internationalisme: 0,50 EUR
Abonnements par versement au compte 000-3351977-45
d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore en plaçant vos commentaires sur notre site internet.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention. Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires.
Vos contributions sont les bienvenues au compte 000-3351977-45 au nom d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers, ou peuvent être versées lors de nos interventions.

SOUSCRIPTION

JOURNÉE RENCONTRE ET DISCUSSIONS (SUITE) (28.08)	65,00
vente militante: Manifestation Européene contre l'austérité Bruxelles (29.09)	1,00
vente militante: Studay Anvers (06.09)	1,00
vente militante: Université Liège (05.10)	1,00
Réunion Publique CCI Bruxelles (16.10)	152,00
vente militante: Cercle de discussion Spartacus Anvers (19.10)	0,50
TOTAL SEPTEMBRE- OCTOBRE 2010	220,50
TOTAL GENERAL 2010	1070,98
(+FONDS DE SOLIDARITE	+155,00)



Courant Communiste International

Revue Internationale

Débâcle économique, catastrophes «naturelles», chaos impérialiste, ...
Le capitalisme est un système en faillitequ'il faut abattre

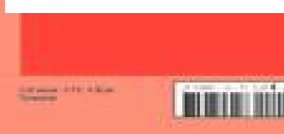
Automne chaud 1969 en Italie (2e partie)
Un moment de la reprise historiquede la lutte de classe

Qu'est-ce que les conseils ouvriers ? (IV)
1917-21 : Les soviets tentent d'exercerle pouvoir

Décadence du capitalisme
L'âge des catastrophes

La Gauche communiste en Russie
Le *Manifeste* du Groupe ouvrierdu Parti communiste russe (suite)

143



REUNIONS PUBLIQUES

■ à Amsterdam : samedi 11 décembre, 14h, De Badcuyp, 1e Sweelinckstr. 10, 1073 CH Amsterdam-Zuid

La guerre, les catastrophes écologiques et la misère poussent des millions de gens à fuir. Face au flot massif des réfugiés, quelle doit être notre solidarité?

Comment pouvons-nous faire prendre conscience des causes profondes, dues au capitalisme moribond, qui provoquent cette misère?
Comment construire un rapport de force capable de contrer cette situation?
Quelle peut être l'action des révolutionnaires dans ce combat?


sur la fuite pour la guerre (1914-18)


camps de réfugiés d'aujourd'hui (2010)

PERMANENCES * AUTRES ACTIVITÉS

■ à Tilburg: dimanche 21 novembre, table et forum de discussion au 2.Dh5-festival (voir les données exacts: www.2dh5.nl)

■ à Lille: samedi 11 décembre et 15 janvier, 14h30, MRES, 23 rue Gosselet

LES DONNÉES LES PLUS RÉCENTES: fr.internationalism.org

PUBLICATIONS DU CCI

écrire sans mention du nom de la publication, sauf pour Internationalism US

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258,
Valencia 46080, Espagne

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00.
Haryana, INDE

INTERNACIONALISMO
venezuela@internationalism.org

INTERNATIONALISM
320 7th Ave. #211
Brooklyn, NY 11215, USA

INTERNATIONALISME
BP 94, 2600 Berchem/Anvers,
Belgique

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm, Suède

REVOLUCION MUNDIAL
Apartado de Correos 15-024,
C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, Mexique

REVOLUTION INTERNATIONALE
Mail Boxes 153
rue Damrémont, 108 - 75018 Paris,
France

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli, Italie

WERELDREVOLUTIE
WR, PO BOX 339, 800 AH
GOUDA,
Pays-Bas

WELTREVOLUTION
Postfach 410308, 50863 Köln 41,
Allemagne

WELTREVOLUTION
Postfach 2216, CH-8026 Zürich,
Suisse

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, London WC1N 3XX,
Grande-Bretagne

WORLD REVOLUTION
(Australie)
oz@internationalism.org

Du fait des conditions politiques actuelles au Vénézuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP en Espagne ou par e-mail à *venezuela@internationalism.org.*

De même, la BP en Australie est momentanément suspendue. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP en Grande-Bretagne ou par e-mail à *oz@internationalism.org*

BROCHURES DU CCI

Les publications peuvent être obtenues à nos réunions publiques et permanences, dans certaines librairies ou par versement (indiquant les publications ou abonnements souhaités) au compte 000-3351977-45 d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers (+2 euros pour les frais d'envoi)

Plate-forme et Manifeste du CCI 2,50
Ce n'est pas le communisme qui s'effondre, mais le stalinisme 1,85
Crise et décadence du capitalisme 2,50
Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital 4,50
Guerre du Golfe 2,50
La Gauche Communiste Britannique (anglais) 7,00
La Gauhe Communiste de France 4,00
La Gauche Communiste d'Italie 8,00
La Gauche Communiste de Russie (anglais) 10,00

La Gauche Communiste Hollandaise 12,00
La terreur stalinienne: un crime du capitalisme, pas du communisme 3,00
Le trotskysme contre la classe ouvrière 4,50
Les syndicats contre la classe ouvrière 2,50
L'Etat dans la période de transition du capitalisme au communisme 3,00
Nation ou classe 3,00
Organisation communiste et conscience de classe 1,85
Russie 1917, début de la révolution mondiale 2,50

Luttes dans la fonction publique de décembre 95 2,00
Comment le PCF est passé au service du capital 3,00



Le communisme n'est pas un bel idéal... 3,00
Les élections : un piège pour la classe ouvrière 2,00

LIBRAIRIES QUI VENDENT LA PRESSE DU CCI

Anvers:
•"Groene Waterman" Wolstraat 7
•"Dierckxsens" Melkmarkt

Bruxelles:
•"La Borgne Agasse" rue Anoul 30, 1050
•"Aden" avenue Bréart 44, 1060
•"Aurora" Rue J.Volders, 1060
•"Press Shop" Place De Brouckère, 1000 •

Gand:
•"De Brug" Phoenixstraat 1
•"De Brug" Rijhovelaan 1
• "International Press Store" Rooigemlaan 501
•"WALRY-Nieuwscentrum" Zwijnaardsesteenweg 6

Liège:
•"Varia" rue des Mineurs 8
•"Pax" 4 place Cockerill
•"Livre aux Tresors" rue Sebastien Laruelle 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Trotski, Pannekoek, Appel: des combattants fidèles au prolétariat

"Plus que toute autre classe dans l'histoire, le prolétariat est riche en belles figures révolutionnaires, en militants dévoués, en lutteurs infatigables, en martyrs, en penseurs et en hommes d'action. Cela est dû au fait que, contrairement aux autres classes révolutionnaires, qui ne luttaient contre les classes réactionnaires que pour substituer leur propre domination et l'asservissement de la société à leurs intérêts égoïstes de classe privilégiée, le prolétariat, lui, n'a pas de privilèges à conquérir" **("Les trois L: Lénine, Luxembourg, Liebknecht",** ***l'Etincelle*****, journal de la Gauche communiste de France, 1946).**

Le mouvement ouvrier compte tant de ces militants exemplaires qu'il est impossible de leur rendre hommage à tous. Certains incarnent cependant particulièrement la passion de la révolution et nous voulons saluer ici la mémoire de trois d'entre ceux qui ont traversé la difficile épreuve de la période de contre-révolution des années 1920 et 1930, puis de la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit de Léon Trotski, mort il y a 70 ans, d'Anton Pannekoek, disparu il y a 50 ans, et de Jan Appel, décédé il y a 25 ans. Au-delà de leurs parcours très différents et des divergences parfois très profondes qui les animaient, malgré leurs erreurs politiques, ces farouches combattants du prolétariat n'ont jamais cessé de vivre sincèrement que pour la défense des intérêts de leur classe.

Trotski

Au début de la Seconde Guerre mondiale, Trotski, après une vie ardente de militant entièrement consacrée à la cause de la classe ouvrière, est mort en révolutionnaire et en combattant, d'un coup de piolet asséné par un agent de la Guépéou. Malgré de graves erreurs politiques, les apports de Trotski au mouvement ouvrier sont immenses. Arrêté de nombreuses fois durant toute sa vie, expulsé et exilé, il ne cessa jamais d'œuvrer pour la perspective révolutionnaire. Très jeune propagandiste actif dans le journal social-démocrate *l'Iskra,* orateur hors pair, il fut président du Soviet de Petrograd lors de la révolution de 1905. Bien que connaissant des divergences importantes avec Lénine, et bien qu'exilé de force aux Etats-Unis, il rejoint la Russie et le parti bolchevik en mai 1917. Son rôle dans la révolution d'Octobre sera déterminant, comme le sera également celui qu'il jouera dans la formation et l'organisation de l'Armée rouge, qui sera le rempart de la Russie révolutionnaire contre les attaques des armées blanches contre-révolutionnaires et des Alliés coalisés pour écraser "la peste communiste" (1).

Il joua encore le rôle particulièrement ingrat, car ultérieurement très critiqué, de négociateur principal de la paix de Brest-Litovsk avec l'Allemagne en mars 1918, qui permit à la population en Russie de souffler quelque temps. Trotski sera aussi aux côtés de Lénine un des maîtres d'œuvre de l'Internationale communiste dans laquelle il sera le rédacteur de nombreux textes fondamentaux. Son *Histoire de la Révolution russe* est une référence fondamentale pour comprendre et saisir toute l'importance de cet événement historique. Et l'héritage littéraire de Trotski, que ce soit sur le plan politique, historique, culturel ou théorique, est immense, faisant sien la devise de Marx: *"Rien de ce qui est humain ne m'est étranger."*

Sa théorisation de la "révolution permanente", et les erreurs d'analyse qui l'accompagnent (comme celle de la nécessité pour le prolétariat d'effectuer la révolution bourgeoise dans les pays où la bourgeoisie est elle-même trop faible pour vaincre le féodalisme), sera un des leviers de la haine précoce de Staline à son égard. En effet, cette théorie contient l'idée fondamentale que les révolutions du xx[e] siècle ne peuvent pas s'arrêter à des objectifs bourgeois et nationaux et s'oppose à la théorie du "socialisme dans un seul pays" puis de la "révolution par étapes" qui seront les bases du stalinisme dans les années 1920 et 1930.

Trotski, qui disait que *"La réalité ne pardonne pas une seule erreur à la théorie"*, a défendu dans ses dernières années de nombreuses positions opportunistes telles que la politique d'entrisme dans la social-démocratie, le front unique ouvrier, la question de la nature de l'URSS, etc., positions que la Gauche communiste avait critiquées, à juste titre, dans les années 1930 (2) ; mais il n'a jamais rejoint le camp ennemi, celui de la bourgeoisie, comme les trotskistes l'ont fait après sa mort. En particulier sur la question de la guerre impérialiste, il a défendu jusqu'au bout la position traditionnelle du mouvement révolutionnaire: la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Dans le *Manifeste*, dit d'*Alarme, de la IV[e] Internationale* qu'il a rédigé pour prendre position, sans ambiguïtés et du seul point de vue du prolétariat révolutionnaire, face à la guerre impérialiste généralisée, on peut lire ainsi?: *"La IV[e] Internationale construit sa politique non sur les fortunes militaires des Etats capitalistes, mais sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre d'ouvriers contre les capitalistes, pour le renversement des classes dirigeantes de tous les pays, sur la révolution socialiste mondiale"* (*Manifeste de la IV[e] Internationale* du 29 mai 1940, p. 75, tome 24 des *Oeuvres* de Trotski). Voilà ce que les trotskistes ont oublié et trahi.

Plus la guerre impérialiste mondiale s'intensifiait et plus l'élimination de Trotski devenait un objectif crucial pour la bourgeoisie mondiale (3) comme pour Staline.

Pour asseoir son pouvoir et développer la politique qui a fait de lui le principal artisan de la contre-révolution, Staline a d'abord éliminé, en les envoyant dans les camps, de très nombreux révolutionnaires, d'anciens bolcheviks, notamment ceux qui avaient été les compagnons de Lénine, ceux qui avaient été les artisans de la révolution d'Octobre. Mais cela ne suffisait pas. Le plus dangereux des bolcheviks, bien qu'à l'extérieur, restait Trotski. Staline l'avait déjà atteint en faisant assassiner, en 1938, son fils Léon Sédov à Paris. Maintenant c'était Trotski lui-même qu'il fallait supprimer.

Son élimination avait une plus grande signification que celle des autres vieux bolcheviks et des membres de la Gauche communiste russe.

Anton Pannekoek

Le 28 avril 1960 disparaissait A. Pannekoek, après plus de 50 ans de combat pour la classe ouvrière. Il y apparut au début du 20e siècle comme défenseur des intérêts de la lutte ouvrière en s'engageant dans le combat contre les tendances révisionnistes, à l'intérieur du mouvement ouvrier néerlandais représenté par Troelstra. Avec Gorter, il a dénoncé toute collaboration avec des fractions libérales progressistes de la bourgeoisie au parlement. *"Ni une attitude conciliante, ni la réflexion ou l'approche envers les partis bourgeois ou l'abandon de nos revendications ne sont les bons moyens d'obtenir quelque chose, mais le renforcement de nos organisations, en nombre et en connaissance et en conscience de classe, de façon à ce qu'elles apparaissent à la bourgeoisie comme des forces toujours plus menaçantes et terrifiantes."* (Anton Pannekoek et Herman Gorter, *Marxisme et révisionnisme,* NieuwTijd, 1909)

Lorsqu'il se rendit en Allemagne en 1906, pour donner des cours à l'école du SPD, il entra rapidement en conflit avec la direction, entre autres avec Kautsky, sur l'importance d'une action de masse autonome des ouvriers. En 1911, il fut le premier parmi les socialistes à affirmer, à la suite de Marx après la défaite de la Commune de Paris, que la lutte des ouvriers contre la domination capitalise n'avait pas d'autre choix que la destruction de l'Etat bourgeois. "*La lutte du prolétariat,* écrivait-il, *n'est pas simplement une lutte contre la bourgeoisie pour le pouvoir d'Etat; c'est aussi une lutte contre le pouvoir d'Etat."* (Cité dans *L'Etat et la révolution* de Lénine)

A l'éclatement de la guerre mondiale en 1914, il prit fermement position contre la trahison des leaders sociaux-démocrates dans la Deuxième Internationale. Pendant la guerre, il devient sympathisant de l'ISD de Brême et du SPD aux Pays-Bas, en

(suite à la p. 6)

NOS POSITIONS

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible: socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

■ La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

■ Les régimes étatisés qui, sous le nom de "*socialistes*" ou "*communistes*", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

■ Depuis le début du XXème siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

■ Toutes les idéologies nationalistes, d'"*indépendance nationale*", de "*droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "*démocratie*", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

■ Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis *ouvriers*, *socialistes*, *communistes* (les ex-"*communistes*" aujourd'hui), les organisations *gauchistes* (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "*front populaire*", "*front anti-fasciste*" ou "*front unique*", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

■ Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "*officielles*" ou "*de base*", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

■ Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

■ Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

■ La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

■ La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "*autogestion*", ni "*nationalisation*" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes: le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

■ L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"*organiser la classe ouvrière*", ni de "*prendre le pouvoir*" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

■ La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

■ L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

■ Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

■ Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1889-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande*, *hollandaise* et *italienne*.

Edit. resp. H. Deponthière BP94 - 2600 Berchem